



# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 289

du 27 septembre au 3 octobre 1988

## POLITIQUE

L'armée crée une fondation pour la stabilité nationale  
Réunion du haut commandement militaire  
Nominations militaires  
Sommet centraméricain après les élections aux USA  
Le pacte social se poursuit sans le patronat  
La date du dialogue national n'est toujours pas fixée  
La division de la démocratie chrétienne s'accroît  
Des députés belges appuient l'appel au dialogue national

## ECONOMIE

Le Guatemala exporte des produits toxiques

## INSURRECTION

Un officier tué au cours d'un combat

## MOUVEMENT POPULAIRE

La UASP s'oppose au projet budgétaire  
Le Père Giron dénonce les menaces

## SITUATION SOCIALE

Il manque 725 mille logements

## DROITS DE L'HOMME

On dénonce les disparitions en chaîne

## REFUGIES

Les réfugiés demandent à participer au dialogue national

## EGLISE

L'Eglise refuse d'intervenir dans le pacte national



POLITIQUE

L'ARMEE CREE UNE FONDATION POUR LA STABILITE NATIONALE

Le 28 septembre, le ministère de la Défense a annoncé la création d'une fondation pour le développement institutionnel du Guatemala ; le Centre d'études stratégiques pour la stabilité nationale accueillera les différents secteurs sociaux du pays pour analyser les thèmes liés à la sécurité nationale.

Le colonel Jorge Isaacs, directeur du département de l'information de l'armée précise que tous les secteurs sociaux guatémaltèques pourront participer aux sessions et qu'aucun diplôme particulier n'est exigé. Selon le porte-parole militaire, la fondation est créée afin que "les différents secteurs apprennent à se connaître et évitent les frictions".

REUNION DU HAUT COMMANDEMENT MILITAIRE

Le haut commandement de l'armée, dirigé par le ministre Hector Gramajo, a rencontré les 26 et 27 septembre les commandants des zones militaires des départements les plus touchés par la guerre interne (ouest, nord-ouest et sud-ouest du pays), pour analyser les tactiques défensives/offensives à appliquer dans les combats menés contre les forces de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). La réunion s'est tenue dans les locaux militaires de la ville de Quezaltenango, (ouest du pays). Un important service de sécurité avait été mis en place, notamment par la force aérienne guatémaltèque. Les chefs des zones militaires des départements du Quiché, Huehuetenango, Solola, San Marcos, Quezaltenango et Suchiatepequez assistaient à la réunion. C'est dans ces départements que l'armée a subi les plus fortes pertes depuis le début de l'année, soit environ 2 mille pertes causées par l'URNG.

NOMINATIONS MILITAIRES

Le haut commandement militaire a promu 126 officiers au grade supérieur, dont 4 colonels et un capitaine de la marine ; les colonels d'infanterie Mauricio Rolando Izquierdo Gudiel et José Benedicto Ortega Gomez, le colonel d'aviation Humberto Raul Angeles Juarez et le capitaine de marine Arturo Rubio Ortiz sont nommés au grade de général.

SOMMET CENTRAMERICAIN APRES LES ELECTIONS AUX USA

Une réunion des présidents centraméricains se tiendra entre les 12 et 15 novembre prochains dans la capitale du Salvador ; elle examinera les projets à présenter au nouveau président des Etats-Unis, a fait savoir le président Cerezo le 28 septembre. En ce qui concerne la situation interne du Guatemala, Cerezo a estimé que "l'espace politique s'était ouvert depuis les élections de 1985", mais il estime que l'insurrection, représentée par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, ne pourra participer au dialogue national que si elle dépose les armes. Le 30 septembre, les ministres centraméricains des Relations extérieures, réunis à New-York pour la 43<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations-unies, ont fait savoir qu'ils se rencontreraient à nouveau avant le sommet présidentiel de novembre.

LE PACTE SOCIAL SE POURSUIT SANS LE PATRONAT

Les réunions du "pacte social", qui doit examiner l'augmentation du prix des combustibles, se poursuivent sans la participation du patronat. Pour l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP), la sortie du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF, représentant le patronat), n'est pas une surprise ; dans la pratique, le pacte social était "mort-né", en raison de son manque de représentativité.



#### LA DATE DU DIALOGUE NATIONAL N'EST TOUJOURS PAS FIXEE

En dépit des efforts de ses membres, la Commission nationale de réconciliation, dirigée par l'évêque Rodolfo Quezada Toruno -également président de la conférence épiscopale du Guatemala- n'a pu convoquer à l'ouverture du dialogue national, initialement prévue le 15 septembre.

Selon la presse, plus le temps passe, plus la possibilité de ce dialogue perd de sa crédibilité, d'autant plus que de larges secteurs représentatifs, comme l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, pourraient ne pas y prendre part. Parmi les obstacles au dialogue, les analyses relèvent l'intransigeance gouvernementale, qui exige de l'insurrection qu'elle "se rende" en déposant les armes, ainsi que les limites du pacte social au sein duquel ne sont représentés ni le patronat, ni la principale organisation de masse du pays.

Les locaux du Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières ont été l'objet d'un attentat à la bombe qui n'a causé que des dégâts matériels ; cet attentat a été interprété comme une tentative de pression exercée sur le patronat par les secteurs les plus "durs" du gouvernement, afin qu'il réintègre les négociations du pacte social.

#### LA DIVISION DE LA DEMOCRATIE CHRETIENNE S'ACCENTUE

Le gouvernement du président Cerezo continue à narguer le peuple et se refuse à mettre en place une politique d'austérité qui éliminerait les dépenses superflues et la corruption des hauts fonctionnaires, signale un communiqué du Front national démocrate-chrétien pour le changement (FNDC) émis le 28 septembre. Selon Luis Eduardo Escobedo, dirigeant du FNDC, "la corruption du gouvernement porte atteinte à la sécurité de l'Etat et à l'ordre constitutionnel" ; cette politique "donne des armes et des arguments aux secteurs récalcitrants pour renforcer la thèse du coup d'Etat".

#### DES DEPUTES BELGES APPUIENT L'APPEL AU DIALOGUE NATIONAL

Dans un communiqué diffusé le 28 septembre, plus de 80 députés du parlement de la Belgique, représentants les courants sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, libéraux, écologistes et populaires se sont prononcés en faveur de l'ouverture prochaine d'un dialogue national au Guatemala. Ils ont exprimé leur consternation devant les violations des droits de l'homme.

Les parlementaires appuient la démarche des secteurs populaires, universitaires, politiques, religieux et révolutionnaires visant à "atteindre la paix au moyen de solutions élaborées à travers le dialogue, mais se déclarent conscients "de la difficulté de la situation pour parvenir à une solution durable". A long terme, le gouvernement guatémaltèque doit éliminer les organisations paramilitaires, les patrouilles d'auto-défense civile, les pôles de développement et les villages modèles ; il doit également punir les responsables des dispositions de personnes et des crimes commis contre la population.

#### ECONOMIE

#### LE GUATEMALA EXPORTE DES PRODUITS TOXIQUES

Un rapport de la Banque du Guatemala consacré aux exportations des produits guatémaltèques en Amérique centrale fait apparaître que les produits chimiques destinés à l'agriculture arrivent au premier rang des exportations (14% du volume régional).

Au cours des dix dernières années, ces exportations ont rapporté 210 millions de dollars au pays.

Selon la presse du 3 octobre, les herbicides et engrais exportés sont considérés toxiques en raison des nuisances occasionnées aux personnes et au bétail qui les inhalent.



La société anglaise Imperial Chemical Industries (ICI) et les groupes allemands Bayer et Hoechst sont les principaux producteurs locaux de produits chimiques. En mars dernier, la ICI a développé aux abords de la capitale la culture d'une plante produisant un pesticide, utilisé depuis l'an dernier par les avions nord-américains de la Drug Enforcement Agency pour fumiger de prétendues plantations de stupéfiants en zone de guerre.

L'utilisation de ce produit a, selon des données officielles, été la cause directe du décès de 7 paysans ; d'autres personnes ont été contaminées après avoir absorbé de l'eau polluée par cette substance. La flore et la faune sont également atteintes dans les départements du Peten et de San Marcos.

#### INSURRECTION

##### UN OFFICIER TUE AU COURS D'UN COMBAT

Dans son émission du 30 septembre, la station de radio Voz popular a fait savoir que les combats entre l'insurrection et l'armée s'étaient soldés par 31 pertes, dont un officier, dans les rangs gouvernementaux.

Entre le 7 et le 23 septembre, les guérilleros ont occupé les villages de San Pedro, la Esperanza, Laguna Santa et El Caracol dans la municipalité de Uspantan, département du Quiché. Ils ont attaqué les détachements militaires cantonnés dans le domaine de Moca et à El Mirador de Santiago Atitlan, dans les départements du Suchitepequez et de Solola.

Les insurgés ont infligé 18 pertes à l'armée dans la municipalité La Libertad et sur la route reliant San Juan et Ciudad Flores, dans le département du Peten.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### LA UASP S'OPPOSE AU PROJET BUDGETAIRE

Dans un communiqué diffusé le 30 septembre, l'Unité de l'action syndicale et populaire (UASP) a demandé au gouvernement du président Cerezo de revoir le projet de budget pour 1989, "qui signifie la faim et la misère pour notre peuple". Le budget prévu est de 3 260 millions de quetzales (1 200 millions de dollars). Il cherche à répondre aux exigences du fonds monétaire international en matière d'assainissement financier, selon une déclaration de Rodolfo Paiz Andrade, ministre des Finances.

La UASP exige également du gouvernement qu'il tienne les promesses de mars 1988 en gelant le prix des combustibles, contrôlant les prix, formant une commission d'enquête sur les disparitions forcées et en appelant au dialogue national, sans exclure aucun secteur.

De son côté, Vinicio Cerezo a expliqué que le montant de 200 millions de quetzales (presque 75 millions de dollars) affecté à la présidence de la république est justifié car "les dépenses ne relèvent pas toutes du président, mais des secteurs attenants à sa fonction".

##### LE PERE GIRON DENONCE LES MENACES

Au cours d'une conférence de presse tenue le 27 septembre, le Père Andrés Giron, dirigeant du Mouvement paysan en faveur de la terre a dénoncé les tentatives d'intimidation (sous forme de menaces de mort) exercées par le gouvernement à son égard et à celui de son entourage. Il envisage de mener une grève de la faim jusqu'à ce que les responsables des menaces soient désignés.

Le dirigeant a réaffirmé n'avoir aucun lien avec le mouvement révolutionnaire et défié le général Gramajo, ministre de la Défense, de prouver le contraire.

Il a rejeté les accusations de six prétendus guérilleros (présentés à la presse par l'armée), revendiquant, pour le compte de la guérilla, l'attentat dont il a été victime ces jours derniers.



## SITUATION SOCIALE

### IL MANQUE 725 MILLE LOGEMENTS

Selon un rapport du Secrétariat général du conseil de la planification économique (SEGEPLAN) diffusé le 3 octobre, il manque au Guatemala 725 mille logements ; ce déficit s'accroît de 31 mille unités chaque année. Le population augmente de 266 mille habitants chaque année -environ 53000 familles- dont 63% se concentre dans la capitale. Le Guatemala compte actuellement 8 681 078 habitants. 1 853 691 personnes vivent dans la capitale où la crise de l'habitat est manifeste. La densité de population y est de 872 habitants/km<sup>2</sup>. La seconde localité du pays, dans le département de Sacatepequez, présente une densité de 355 habitants/km<sup>2</sup>.

## DROITS DE L'HOMME

### ON DENONCE LES DISPARITIONS EN CHAÎNE

Le 1er octobre, le Groupe d'appui mutuel aux proches des disparus a dénoncé les disparitions de Jordan Solis, Bonifacio Solis Salazar et de Martin Juracan Toz, enlevés par des effectifs de la police des douanes dans le village de Patuzutzun Concepcion dans le département de Solola (centre).

Le 30 septembre, Vilma Lorena Yax Oviedo, 14 ans, et Pedro Roel Gomez Miranda ont été enlevés. Ils ont été libérés peu après dans la capitale guatémaltèque. Les victimes ont déclaré avoir été détenues dans un local où gisaient deux cadavres égorgés ; les ordres étaient donnés par un homme en uniforme avec des insignes militaires ; on leur a posé des questions sur Lucrecia Castro Polascek. Deux enfants qui avaient été enlevés afin d'être vendus à l'étranger ont été retrouvés dans une maison du lotissement Kennedy de la capitale ; trois Salvadoriennes, Marta Noelia Aguirre, Floridalma et Maria Luisa Vivas ont été enlevées à ce même endroit.

## REFUGIES

### LES REFUGIES DEMANDENT A PARTICIPER AU DIALOGUE NATIONAL

Le 2 octobre, Reyes Hernandez, Miguel Reyes Arevalo et José Sales Ramirez ont transmis à la Commission nationale de réconciliation une pétition demandant à prendre part au dialogue national ; ils représentent les 40 mille réfugiés guatémaltèques installés dans les états mexicains du Chiapas, Campeche et Quintana Roo. La lettre, adressée à l'évêque Rodolfo Quezada Toruno, président de la CNR, précise que les réfugiés sont prêts à revenir sur le territoire guatémaltèque, si les conditions de sécurité personnelles et collectives sont assurées.

## EGLISE

### L'EGLISE REFUSE D'INTERVENIR DANS LE PACTE NATIONAL

L'archevêque Prospero Penados del Barrio a refusé de servir de médiateur entre le gouvernement et le patronat afin que ce dernier réintègre le pacte social, et accepte de discuter du prix des combustibles.

Dans une lettre adressée à la présidence de la république, Penados del Barrio déclare : "La mission de l'Eglise est d'œuvrer pour le bien, et elle a fait des efforts en faveur de la paix et de l'unité ; mais elle n'intercèdera pas auprès du CACIF, car son rôle ne consiste pas à s'immiscer dans un conflit interne au pacte social ; néanmoins elle continuera à en observer le déroulement".